

Mercredi-jeudi 7-8.9.2011

L'impact du franc lourd sur la viticulture

La hausse du franc rend l'exportation plus difficile. Alors qu'elle favorise l'importation de vins étrangers.

.....

PH. HERMINJARD*

La politique agricole menée depuis le début du siècle par le Conseil fédéral demande à l'agriculture de s'adapter aux besoins du marché. S'agissant du vignoble suisse, cadastré et cultivé sur des terrains escarpés pour la plupart, il paraît inconcevable d'y produire autre chose que du raisin. Les efforts de la profession ont donc tout d'abord porté sur l'encépagement et, outre cette amélioration structurelle, visent à diminuer les frais de production, lancer des produits de niche et développer l'exportation de vin. Par les trois premières mesures, le secteur viticole a opéré des mutations dont on remarque les effets positifs sur la qualité et la notoriété des produits. Pour l'exportation en revanche, les difficultés à surmonter tiennent à la faible visibilité et au prix déjà élevé de nos vins. Avec la hausse du franc suisse ces derniers mois, exporter les nectars helvétiques est devenu une gageure. De plus, un euro et un dollar faibles facilitent l'arrivée de vins importés sur le marché intérieur alors qu'ils représentent déjà quelque 63% de la consommation en 2010. Or, vu que la consommation globale en Suisse tend à diminuer, plusieurs études démontrent que tout gain de parts de marché par le vin importé a lieu au détriment du vin indigène. Et, actuellement, le recours aux exportations pour écouler le volume qui ne trouve plus de place sur le marché domestique se

trouve fortement compromis. Les vins suisses se trouvent donc pris en tenaille entre une quasi-impossibilité d'exporter et des produits concurrents aux prix toujours plus abordables, avec pour conséquence un risque d'effondrement des prix à court terme et la disparition de pans entiers du vignoble helvétique à plus long terme. Au titre des mesures proposées pour lutter contre les effets du franc fort, qui seront soumises au Parlement fédéral cet automne, le Conseil fédéral propose un montant de 870 millions de francs alloué sans subventions directes, notamment l'aide au tourisme, aux transports et à l'exportation - outre le renforcement de l'assurance chômage. S'agissant de l'agriculture, il limite son effort à une augmentation de 70 à 80 millions de francs pour soutenir l'exportation des produits agricoles transformés (chocolat, biscuits, etc.). Le caractère de valeur refuge de notre monnaie risquant de perdurer de l'avis même du Conseil fédéral, des mesures sectorielles pour favoriser l'exportation de vin suisse doivent être examinées. Les propositions doivent provenir de l'imagination des organisations professionnelles avant tout, qui sont les seules à avoir la vision exacte de l'avenir de ce secteur économique. Cette réflexion ne peut attendre et ne doit en particulier pas dépendre de la perspective de conclure ou non un quelconque accord international. A défaut de propositions proactives, c'est le marché du vin - déjà très libéralisé - qui décidera de l'avenir de cette branche économique... Il n'est pas dit que cela corresponde aux intérêts bien compris de la viticulture helvétique.

* *Centre patronal*